

Martine Barthélemy, *Associations : un nouvel âge de la participation?*, Paris, Presses de sciences politiques, 2000, 286 p.

Julie Jacques

Number 37, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002325ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002325ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jacques, J. (2002). Review of [Martine Barthélemy, *Associations : un nouvel âge de la participation?*, Paris, Presses de sciences politiques, 2000, 286 p.] *Cahiers de recherche sociologique*, (37), 233–235. <https://doi.org/10.7202/1002325ar>

# Compte-rendu

Martine Barthélemy, *Associations: un nouvel âge de la participation?*, Paris, Presses de sciences politiques, 2000, 286 p.

L'auteure est politologue au Centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF) et travaille sur la question des associations depuis quelques années. Dans cet ouvrage, elle dresse un portrait du phénomène associatif français, tout en ayant pour questionnement de fond son rapport à la démocratie et la légitimité du politique. Si elle réfère aux études existantes portant sur les différents secteurs du mouvement associatif, l'auteure s'attarde plus au champ des associations à vocation militante, un champ qu'elle a exploré lors d'enquêtes terrains auprès de militants.

L'auteure montre que depuis les vingt-cinq dernières années en France, la participation associative a augmenté dans un contexte de crise du politique et alors que le militantisme syndical et partisan est plutôt en déclin. Diverses raisons expliquent pourquoi la forme associative a pris un tel essor, les changements aux plans économique, social et politique n'y étant pas étrangers. Il existerait ainsi des «conjunctures associatives», comme en témoignent l'essor des lendemains de guerre et les législations des pouvoirs publics, qui apparaissent comme des incitations à la création d'associations. Il y a aussi un lien entre urbanisation et nombre d'associations ou d'adhérents, expliqué par l'auteure du fait que «la sociabilité formelle des associations permet aux individus de retrouver des normes de conduite, des positions et des rôles sociaux qui seront reconnus là où la dissolution partielle et progressive des cadres traditionnels et informels de la sociabilité (famille, voisinage, etc.) les fait disparaître.» (p.68) Les associations jouent à cet égard un rôle d'intégration sociale. Paradoxalement, les individus les plus susceptibles d'adhérer à une association sont ceux dont le niveau culturel et le rang social sont élevés. «L'exercice d'une profession salariée, de préférence dans le secteur tertiaire, la jouissance d'un revenu et surtout d'un niveau relativement élevés et la socialisation du milieu social d'origine, favorable à l'engagement dans l'action collective sont autant de facteurs de l'adhésion associative» (p. 70)

Les associations apparaissent comme un moteur de changement social parce qu'elles propulsent les demandes du privé aux pouvoirs

publics, et en même temps les pouvoirs publics utilisent les associations afin qu'elles prennent en charge le privé. L'auteure note à cet égard la complémentarité entre les associations et l'État jusque dans les années 80, où par la suite, avec le désengagement de l'État Providence, est venue l'instrumentalisation des associations. Par conséquent, «dans certains domaines, les associations sont en passe de devenir des solutions de remplacement des services publics de l'État ou des collectivités locales» (p. 119) note l'auteure, une situation dénoncée également chez nous et qui s'observe probablement dans bien d'autres pays industrialisés. Ce constat met du même coup en lumière une plus forte dépendance des associations envers l'État, notamment sur le plan financier. Enfin, émerge de ce nouveau rapport ce que Bartélemy nomme la «thématique de l'immédiat, du concret et de la solidarité au quotidien», puisque les associations tendent plus à reconstruire du lien social plutôt que du sens politique, donc un «glissement du projet politique vers la gestion de l'urgence» (p.16) Selon l'auteure, pour poursuivre son évolution, le mouvement associatif français doit s'émanciper de l'État.

Outre la forme en tant que telle qui a connu une mutation, le statut des acteurs s'est également modifié avec le temps. On parle maintenant plus d'un engagement sectoriel et du processus d'individuation. Toutefois, l'auteure distingue ici le fait que l'individualisme n'évoque pas nécessairement le repli sur soi, mais réfère à des valeurs telles «la liberté, la dignité, l'épanouissement des individus, l'anti-autoritarisme» (p. 73), des valeurs associées aussi bien aux mouvements des années 60 et 70 qu'à ceux actuels, correspondant à l'analyse faite par un collègue français, Jacques Ion, selon laquelle l'engagement public se transforme mais ne s'efface pas. Dans le même ordre d'idée, l'engagement ne signifie plus l'adhésion totale à une idéologie ou une association, mais un «accord parcellaire», expression qu'elle reprend d'Emmanuelle Reynaud. Les enjeux des associations, s'ils étaient au départ intimement reliés à la consition ouvrière, ont eux aussi évolué avec le temps, ce qui rappelle le lien entre essor des associations et changement social. Au fil des années, pacifisme, immigration, environnement, féminisme, droits de l'homme, logement, violence, exclusion, sport, culture, pour n'en nommer que quelques uns se sont chevauchés, avec pour chacun des périodes de déclin et de croissance. «La coexistence d'engagements multiples, hors du champ partisan et syndical traditionnel, et l'entrée sur la scène politique de «nouveaux» objets spécialisés» (p. 156) «le caractère ponctuel et informel de l'engagement», «le

pragmatisme et l'investissement dans l'action directe et concrète» (p. 158), «la dimension locale et l'horizon planétaire» (p. 159) seraient les principales caractéristiques des nouvelles formes de l'engagement.

L'ouvrage est fort intéressant à divers niveaux. Il permet de comprendre la nuance entre l'idée généralement véhiculée d'une désaffection du politique, du militantisme, de la participation, de dépolitisation, alors qu'il serait plus juste de parler de désaffection pour la politique classique partisane. À cet égard, l'essor de la vie associative témoigne de l'intérêt des citoyens pour la vie publique, et apparaît comme une réponse à ce qui déplaît dans le militantisme politique et syndical. D'ailleurs, les enquêtes menées auprès de militants ont montré que «pour tous, l'action des associations est le moteur de la “démocratie participative”» (p. 82), que cette action apparaît comme un contre-pouvoir, «une revanche du micro-politique sur le macro-politique». C'est donc dire qu'un renouvellement de la démocratie et de la politique est souhaitable voire nécessaire, et il passe par la «rupture du monopole de la représentation détenu par la politique traditionnelle et les états-majors partisans» (p. 269). En ce sens, la vie associative peut arriver à fonder un renouveau de la participation et c'est ce que réussit à démontrer l'auteure.

Il va sans dire que les nombreuses études réalisées en France auprès des associations et de leurs adhérents et ce depuis plusieurs années, et du coup les données importantes réunies, permettent d'analyser au fil du temps les transformations à l'oeuvre, tant au niveau des associations que des acteurs eux-mêmes, tâche quasi impossible à réaliser ici au Québec, où peu d'études s'y sont attardées. Si l'ouvrage traite spécifiquement de la vie associative française, il reste que plusieurs tendances dégagées ont été observées ailleurs dans le monde.

Julie JACQUES